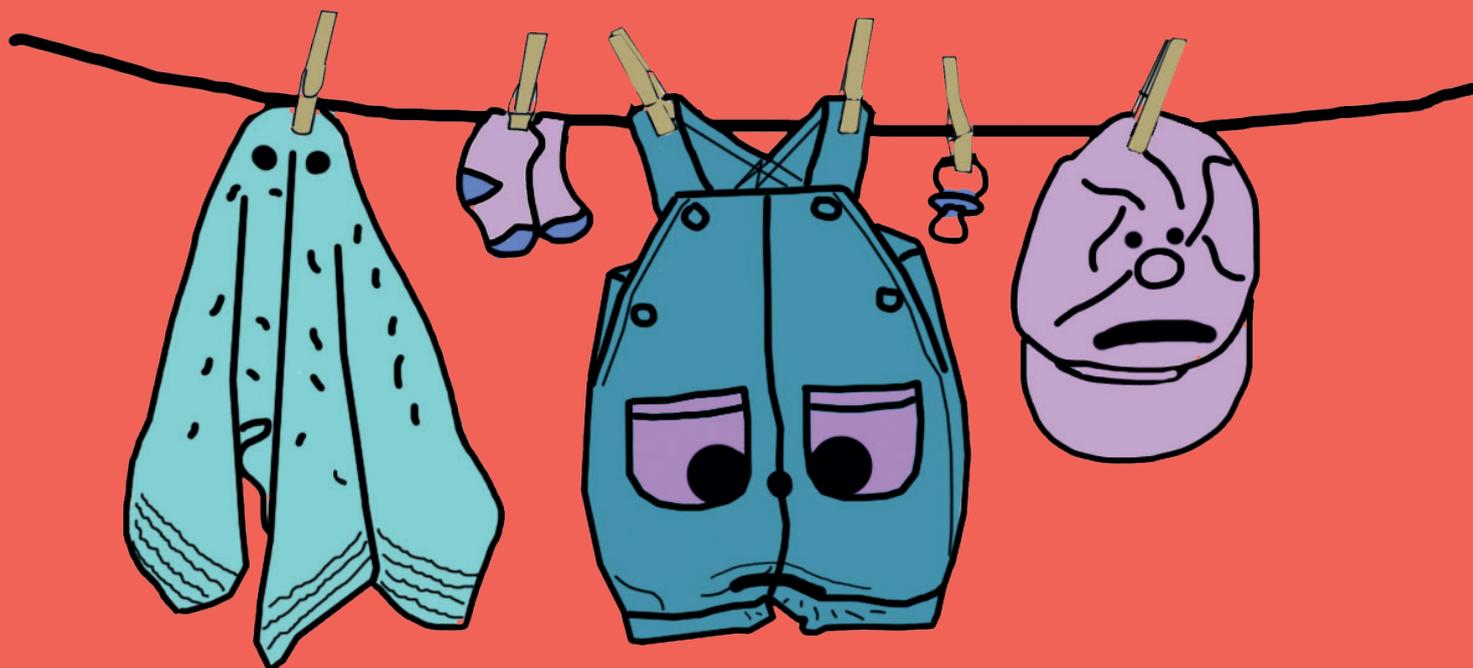




WELF



Textiles: Stop à l'overdose chimique!

Résumé du rapport

Vers des règles plus cohérentes et transparentes pour les textiles dans l'Union Européenne et au-delà, pour une meilleure protection des travailleurs, des consommateurs et de l'environnement

Auteurs: Madeleine Cobbing,
Elisabeth Ruffinengo

Un rapport de WELF
Octobre 2013

Textiles: Stop à l'overdose chimique! **Résumé du rapport**

Vers des règles plus cohérentes et transparentes pour les textiles dans l'Union Européenne et au-delà, pour une meilleure protection des travailleurs, des consommateurs et de l'environnement

Auteurs: Madeleine Cobbing, Elisabeth Ruffinengo
Traduction en français : Elisabeth Ruffinengo

Un rapport de WECF

WECF souhaite remercier les membres du Comité directeur de ce projet textiles pour leurs contributions importantes à ce travail:

Marie-France Corre, Consultante en consommation responsable, France

Weronika Rehnby, Gestionnaire de produits Bra Miljöval Textiles (Good Environmental Choice Textiles), Swedish Society for Nature Conservation

Kevin M. Brigden, Laboratoires de Recherche de Greenpeace, Exeter, Royaume-Uni

Kristina Saarinen, Chef d'équipe au Centre pour la Consommation et la Production Durable, Finnish Environment Institute, Finlande

Laurence Vaton, Consultante, France

WECF remercie les fondations membres de la European Environment and Health Initiative (EEHI), le Ministère français de l'environnement et la fondation Léa Nature pour leur soutien.



EEHI
European Environment and
Health Initiative



WECF France
Cité de la Solidarité Internationale
13 Avenue Emile Zola 74100 Annemasse
wecf.france@wecf.eu / + 33 (0)4 50 83 48 10

WECF, Women in Europe for a Common Future

The Netherlands / Germany / France
Email: wecf@wecf.eu
www.wecf.eu

WECF The Netherlands
PO Box 13047
3507-LA Utrecht
The Netherlands
Tel.: +31 - 30 - 23 10 300
Fax: +31 - 30 - 23 40 878

WECF France
Cité de la Solidarité Internationale
13 Avenue Emile Zola
74100 Annemasse, France
Tel.: + 33 (0)4 50 83 48 10

WECF e.V. Germany
St. Jakobs-Platz 10
D - 80331 Munich
Germany
Tel.: +49 - 89 - 23 23 938 - 0
Fax: +49 - 89 - 23 23 938 - 11

Introduction:

Introduction: Pourquoi WECF s'inquiète des produits chimiques dangereux présents dans les textiles?

Dans ce rapport, WECF cherche à savoir si les produits textiles contenant des substances connues comme dangereuses ou suspectées d'être préoccupantes, fabriqués ou non dans l'UE, et ensuite mis sur le marché dans l'Union européenne, sont réglementés de manière à assurer une information du consommateur et surtout une protection des expositions à des substances préoccupantes. La fabrication des textiles est associée à une consommation élevée de produits chimiques, dont certains sont dangereux ou suspectés de l'être. D'après certaines estimations, la production d'1 kg de t-shirts nécessite 4 kg de produits chimiques¹. Parmi les défis existants : comment fournir à la fois un cadre législatif adéquat et facilement compréhensible pour des produits à la complexité inhérente, tout en assurant un niveau élevé de protection du consommateur européen ? Ce document résume les chapitres I et II du rapport complet, publié en anglais. Il explore les différentes étapes de fabrication des textiles, la multitude des sources potentielles de contamination par des produits chimiques dangereux tout au long de la chaîne, et leur présence dans les produits finis (Chapitre I) et propose un aperçu des réglementations européennes existantes dans le secteur textiles afin de déterminer si elles sont suffisamment protectrices pour les consommateurs et l'environnement (Chapitre II).

En avril 2013, l'Agence européenne des Pro-

duits chimiques (KEMI) a publié un rapport intitulé "Substances chimiques dangereuses dans les textiles"². Les auteurs examinent le besoin d'adapter la réglementation européenne existante pour mieux protéger le consommateur des expositions aux substances chimiques dangereuses présentes dans les textiles. C'est pourquoi il ne s'agit pas ici de répéter le contenu du rapport de KEMI – non plus que celui des nombreux rapports publiés sur le sujet récemment – mais de se concentrer sur des aspects complémentaires et souligner, en cas de besoin, les arguments avancés par KEMI que WECF considère en accord avec une meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement, en particulier la santé des enfants, qui sont les plus vulnérables.

Pourquoi les enfants sont plus à risque: les produits chimiques dans les vêtements pour nourrissons, enfants et femmes enceintes

Le fœtus en développement, les nourrissons et les enfants sont particulièrement sensibles aux produits chimiques et leurs effets toxiques, et leurs impacts sur la santé à long terme. L'exposition à des substances chimiques commence in utero ; Les substances chimiques à laquelle la mère est exposée quotidiennement, et ceux qu'elle a accumulés dans son organisme, peuvent

être transférés au fœtus par la voie sanguine. Après la naissance, les nourrissons restent particulièrement vulnérables aux effets des substances chimiques, auxquels ils continuent à être exposés en quantité relativement élevée, particulièrement dans l'eau et l'environnement intérieur.

Les textiles et les vêtements sont connus pour être une source de ces substances dangereuses. C'est pourquoi ce rapport explore les substances chimiques utilisées dans la fabrication des textiles qui peuvent être présentes dans le produit final et leur impact potentiel sur la santé, en particulier celle des plus vulnérables. Inévitablement, nos vêtements sont en contact prolongé et étroit avec notre peau et il existe des raisons valables de s'interroger sur les composés présents dans les textiles, en particulier sur les nourrissons, les enfants et les femmes enceintes.

Comment les produits chimiques dangereux peuvent affecter la santé des enfants

Un grand nombre de pathologies touchant les enfants ou trouvant leur origine dans l'enfance sont en augmentation depuis 50 ans. Parmi ces maladies, on peut citer les fausses couches, le cancer, l'asthme, les troubles du système immunitaire, du développement, de la reproduction et du système nerveux. De nombreux produits chimiques

qui s'accumulent dans nos organismes sont mis en cause dans ces pathologies. Les produits qui possèdent des propriétés intrinsèques qui les rendent dangereuses – comme la toxicité, la persistance, la cancérogénicité et d'autres de préoccupation équivalente, comme la toxicité pour le système nerveux ou la capacité à perturber le système hormonal (endocrinien). Les perturbateurs endocriniens (PE) en particulier sont mis en cause dans l'augmentation des troubles de la reproduction et du développement. Récemment, des scientifiques ont exhorté les Nations Unies d'agir sur la problématique des produits chimiques dans produits de consommation et les pesticides, notant que³ :

- "Les effets des PE se manifestent à faibles doses. De nombreux effets PE apparaissent à des faibles doses même si les fortes doses ne sont pas apparentes.
- Les PE peuvent affecter les générations futures et le moment de l'exposition est un facteur-clé. La période de sensibilité la plus élevée est celle des périodes de développement, des périodes fœtales et post-natales, qui peuvent aller jusqu'à la petite enfance et l'enfance pour certains tissus."

Un problème majeur est que les propriétés dangereuses de nombreux produits chimiques sur le marché n'ont pas été (complètement) évaluées et que ce manque de données rend difficile la reconnaissance des substances intrinsèquement dangereuses. Les sources principales d'exposition aux substances chimiques dangereuses sont l'alimentation (qui peut être contaminée par les pollutions environnementales, les produits utilisés dans l'agriculture chimique, les ingrédients et les contaminants qui migrent des emballages), et l'air. Les poussières domestiques sont une voie d'exposition importante des jeunes enfants. Bébés et enfants peuvent aussi ingérer directement les substances présentes dans les textiles, jouets et autres objets qu'ils mettent à la bouche.

Chiffres clés du textile dans l'UE et au-delà :

- Le marché global du textile et du secteur de l'habillement pèse aujourd'hui plus de 400 milliards de dollars annuels ;
- D'ici 2020, la croissance du marché devrait atteindre 25%, avec une contribution majeure de l'Asie ;
- Le marché du secteur enfant de l'habillement dans l'UE est également en croissance, malgré la crise économique, et pèse actuellement 28 milliards d'euros, 5 pays représentant à eux seuls 67% du marché – la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne.

Ce sont cependant les pays où sont localisés les lieux de production et de transformation des textiles que les impacts les plus graves sont visibles ; La majorité des vêtements vendus en Europe viennent de Chine, du Bangladesh, d'Inde et de Turquie. Comme l'a montré il y a tout juste un an ce qu'on peut qualifier d'effondrement du mirage textile au Bangladesh, le secteur du textile est gouverné par le souci d'optimiser les coûts, en minimisant les salaires des travailleurs ainsi que les mesures de protection sociale et environnementale. Actuellement la production textile souffre d'un manque de transparence, comme c'est notamment le cas pour de nombreux produits importés qui impliquent une longue chaîne d'intermédiaires. Les instruments juridiques permettant d'assurer la responsabilité des entreprises ne sont pas suffisants. En l'absence de règles harmonisées au niveau international en la matière et de moyens de coercition pour les faire respecter, il est toujours possible pour les acteurs économiques d'échapper à leurs responsabilités.

Expositions à des résidus de substances chimiques présents dans les vêtements – Quelques exemples

Les substances dangereuses ont été détectées dans un grand nombre de produits textiles et de vêtements. Un nombre important de substances chimiques sont utilisées dans la fabrication des textiles et vêtements, dont certaines sont potentiellement dangereuses ; Ces substances chimiques aux fonctions variées sont utilisées lors des différentes étapes de la fabrication et de la confection. On les retrouve parfois dans les produits finis, que leur présence soit intentionnelle ou non. Le tableau ci-dessous fait le point sur certaines substances chimiques dangereuses utilisées dans les textiles mais qui en vertu de leurs propriétés intrinsèques de danger sont soumises à des interdictions ou restrictions par la réglementation en vigueur, au niveau international ou national.

Tableau 1. Sélection de substances chimiques aux propriétés intrinsèques de danger utilisées dans les étapes de fabrication et de confection

<p>Substances chimiques utilisées pour le traitement</p>	<p>Agents de surface: nonylphenol (NP) et éthoxylates de nonylphénol (NPEs) Colorants: I) amines cancérigènes émises par certains colorants azoïques II) Métaux lourds: cadmium, plomb, mercure et chrome VI Composés chlorés : chlorobenzènes, solvants chlorés Phtalates</p>
<p>Traitements fonctionnels – prévus pour rester sur les vêtements</p>	<p>Retardateurs de flammes : I) Retardateurs de flammes bromés et chlorés II) paraffines chlorées à chaîne courte Traitements de résistance à l'eau et anti-taches : composés per ou polyfluorés (PFCs) Traitements pour faciliter l'entretien: formaldéhyde Anti-microbiens: nanoargent, triclosan, triclocarban Apprêts : MEK (methyl ethyl ketone)</p>

WECF s'est notamment penché sur quelques 18 études parues au cours des dix dernières années sur la présence de substances chimiques dangereuses dans les vêtements, et en particulier le rapport d'avril 2013 de KEMI, l'Agence suédoise des produits chimiques, qui a identifié la présence de 17 groupes de substances dangereuses dans les produits textiles examinés, parmi lesquels de nombreux textiles destinés aux enfants. On peut

noter l'absence de différences systématiques entre les produits destinés aux adultes et aux enfants. Notre travail fait ressortir notamment les substances suivantes:

Composés perfluorés/polyfluorés (PFC):

Les PFC sont destinés à rester dans le produit fini. Ils sont utilisés dans les vêtements d'extérieur pour obtenir une résistance à l'eau et sont très peu dégradables. Leur stabilité a des effets très néfastes pour l'environnement, puisqu'ils persistent dans l'environnement une fois qu'ils ont été rejetés. Des études menées par l'antenne norvégienne des Amis de la Terre et Greenpeace montrent leur présence dans des vêtements d'extérieur, parfois dans des concentrations significatives.

Substances antibactériennes:

Egalement destinés à rester dans le produit fini, les antibactériens comme le triclosan, le triclocarban ou l'argent ont des propriétés intrinsèques de danger. Pourtant, des études montrent qu'ils sont libérés dans l'eau en plus ou moins grandes quantités au cours du lavage, et peuvent interférer avec les procédés de traitement des eaux usées puisqu'ils détruisent des bactéries indispensables et rendent les boues impropres à l'utilisation en agriculture ou en paysannerie. Devant la proportion de biocides libérés dans l'eau au cours du lavage, plusieurs auteurs mettent en cause l'efficacité des traitements biocides et posent la question de l'exposition des consommateurs. D'après des enquêtes, les consommateurs ne sont pas demandeurs de textiles traités antibactériens. D'autre part, ces textiles n'induisent pas chez eux les changements de comportement escomptés tels que des économies d'eau ou d'énergie liés à une réduction du nombre de lavages des vêtements.

Phtalates:

Principalement utilisés pour assouplir le plastique, ces composés sont présents dans les imprimés plastisol en PVC des textiles. Du fait de leur présence dans un grand nombre de biens de consommation, la présence de phtalates dans l'environnement est devenue quasiment banale. Nos organismes sont également contaminés, et les enfants en absorbent des quantités plus élevées que les adultes.⁴ L'inquiétude sur la toxicité des phtalates aussi bien pour l'animal que pour l'être humain est fondée sur des motifs légitimes. Le DEHP, l'un des plus utilisés, se révèle toxique pour la reproduction chez les mammifères. Les phtalates représentant jusqu'à 40% du plastisol utilisé pour les impressions textiles, rien d'étonnant à ce qu'on les retrouve en forte concentration dans les vêtements qui portent des impressions. Les réglementations européennes sur la sécurité des jouets et les articles destinés à être mis

à la bouche par les enfants prescrivent une limite maximale de 0,1% de concentration de certains phtalates dangereux dans le produit final ; Mais les vêtements pour enfants ne sont pas concernés par ces réglementations : une incohérence qui amène à un traitement différencié entre un pyjama et un sac de couchage, l'un étant « destiné à faciliter le sommeil » et l'autre non⁵.

Métaux lourds :

En 2012, le Bureau européen de protection des consommateurs BEUC a testé 9 t-shirts de l'Euro 2012 achetés en Italie, et trouvé du plomb dans la majorité des échantillons testés ; d'autres métaux toxiques comme le chrome, le nickel ou l'antimoine ont également été retrouvés. Le chrome et le nickel sont connus pour être des sensibilisants ; Une fois sensibilisés, les personnes peuvent déclencher des allergies qui peuvent durer à vie. L'antimoine, combiné à la sueur, peut être à l'origine de dermatites.

Nonylphénols (NP) et éthoxylates de nonylphénol (NPE):

Plusieurs rapports ont mis en évidence la présence courante de NPE dans les vêtements, au-delà des seuils de limite de détection dans près d'un tiers des échantillons testés. Dans l'environnement, les NPE se décomposent en NP, composés dont la forme est plus toxique, persistante et bioaccumulable, connus pour leur qualité de perturbateurs endocriniens. Il est clair que malgré des restrictions d'usage dans l'UE en matière de fabrication textile, ces substances sont couramment utilisées pour la fabrication de textiles dans le monde, en particulier les pays du Sud et la Chine. Une étude réalisée pour le compte du Ministère danois de l'Environnement a recherché la présence de NPE dans des

produits pour enfants. Cette étude a permis de calculer l'exposition combinée des enfants aux NPE à travers plusieurs articles textiles portés en même temps. Pour le pire scénario d'exposition, les résultats associent l'absorption de NP par l'enfant à un risque accru pour la santé. Bien que l'absorption cutanée de NPE soit remise en cause, les auteurs expriment leur inquiétude sur les niveaux élevés de NPE révélés par d'autres études menées sur des échantillons plus représentatifs.

"Les textiles contenant ces substances représentent donc une source significative d'exposition aux NP/NPE dans la vie quotidienne. Il est donc sensé de chercher à réduire autant que possible les niveaux de NP et NPE dans les textiles... parce que ces substances sont suspectées d'être des perturbateurs endocriniens, et afin de pallier tout effet combiné entre les NP et les NPE ou tout autre perturbateur endocrinien auquel les êtres humains entrent en contact quotidien."

L'utilisation des NPE et NP fait l'objet de restrictions en Europe depuis un certain temps ; Pourtant, les vêtements importés ne sont pas soumis à cette restriction. Ainsi, non seulement des enfants, particulièrement vulnérables, sont potentiellement exposés directement à ces substances, mais la contamination des eaux européennes par ces substances se poursuit ; Du fait de leur libération lors du lavage de vêtements importés, on continue ainsi à trouver des NP dans les boues des stations de traitement des eaux usées en Europe.

Le Système européen d'échange rapide d'information sur les produits dangereux autres qu'alimentaires (RAPEX) :⁶ illustration de textiles bébés et enfants WECF a fait une recherche sur la base de



Exemples de labels textiles permettant au consommateur de faire un choix plus éclairé

données RAPEX avec les mots-clés "chimique" et la catégorie "vêtements, textiles et articles de mode", entre le 1er janvier 2011 et le 3 juin 2013. La base de données RAPEX liste les produits signalés par le système RAPEX suite à des contrôles menés par les douanes, certains produits, non conformes à la réglementation, ont ainsi fait l'objet de mesures de retrait du marché prises par les Etats membres ou de mesures volontaires de rappel par les entreprises concernées. La recherche fait état de 318 produits dont 79 vêtements. Parmi les substances détectées, on trouve du diméthylfumarate (DMF) dans 3 articles, du chrome VI dans 36 articles, des phtalates dans 3 articles du formaldéhyde dans 4 articles et des colorants azoïques (qui produisent des amines cancérigènes) dans 33 articles. On trouve par exemple dans un article fabriqué en Thaïlande et acheté en Pologne en février 2012 entre 158 et 168 mg/kg de formaldéhyde, utilisé dans les textiles faciles d'entretien. Le formaldéhyde, un sensibilisant cutané est un toxique aigu et est classé cancérigène par le CIRC (OMS) ; Les autorités ont ordonné le retrait du marché du produit en question.

Cependant, toutes les substances dangereuses ne font pas l'objet d'un contrôle par RAPEX, par exemple, il ne trouve aucune entrée pour les éthoxylates de nonylphénol, les composés perfluorés PFOS et PFOA, les organoétains ou les retardateurs de flammes. Dans un sondage mené par les laboratoires des douanes en Finlande sur 692 produits textiles importés, dont des textiles pour enfants, 12% se sont avérés non conformes à la réglementation ; Si ces chiffres reflètent la situation des produits importés, l'inquiétude est légitime.

Aux origines des contaminants présents dans les produits finis : substances chimiques dangereuses utilisées dans la chaîne de fabrication textile

La chaîne de fabrication des textiles et vêtements peut être longue et complexe et implique un grand nombre d'étapes, allant de la fabrication à la confection, des étapes qui sont réalisées dans différents pays à travers le monde.

Matières premières :

Les substances chimiques – parfois dangereuses – jouent un rôle dès les premières étapes de la chaîne de fabrication textile. Les matières premières – naturelles et synthétique – en majorité du coton et du polyester, sont à l'origine d'une grande part des impacts environnementaux de la chaîne de fabrication textile.

L'usage de pesticides et d'engrais pour la



Le corps humain ne doit pas être un déchet toxique

culture du coton, couplée avec l'utilisation de grandes quantités d'eau des impacts graves sur la santé humaine, l'environnement et des conséquences sur la chaîne alimentaire, en particulier sur les personnes travaillant dans les champs et les communautés voisines, dont des enfants.

Dans le produit fini, si on trouve des traces de résidus de pesticides, ils sont liés à la fibre. Par contre, le polyester, qui appartient à la famille des thermoplastiques, est issu de la pétrochimie. Lors du processus de fabrication, du trioxyde d'antimoine, composé toxique, est utilisé comme catalyseur : cet usage crée des déchets toxiques et une pollution des eaux. On peut également détecter la présence de trioxyde d'antimoine dans le produit fini. Les critères de l'écolabel européen ont fixé la limite maximum d'antimoine de 260 ppm dans le produit fini.

Fabrication textile :

La fabrication textile comprend des étapes variées et des substances chimiques, dont la plupart ne sont pas dangereuses comme le chlorure de sodium, utilisé en grandes quantités. Parmi les milliers de substances chimiques utilisées, des centaines ont été identifiées comme dangereuses, et bien d'autres pourraient avoir également des propriétés dangereuses. L'étape la plus intensive chimiquement est le « procédé humide », qui inclut les opérations de teinture, de lavage, d'impression et de finition des tissus.

En règle générale, les substances chimiques utilisées au cours des premières étapes de la fabrication textile sont majoritairement éliminées et évacuées dans les eaux, contrairement aux substances chimiques utilisées pour la teinture/les impressions et les finitions sont plus susceptibles d'être présentes dans le produit fini, en fonction des proprié-

tés physiques et chimiques de la substance. Certaines substances, comme les apprêts et les retardateurs de flammes sont destinés à rester dans le produit, tandis que d'autres y sont présents suite à une contamination au cours du processus de fabrication.

Les substances chimiques libérées dans l'eau contaminent les effluents des eaux usées, puis arrivent jusqu'aux voies d'eau ; ils peuvent également être libérés dans l'air et les sols à partir de déchets solides. Les substances chimiques et leurs produits de dégradation peuvent rester dans les écosystèmes sur des périodes prolongées, et se concentrer dans les organismes vivants et la chaîne alimentaire. Au cours des dernières années, une attention accrue a été accordée à la présence de substances chimiques dangereuses dans les effluents des industries textiles des pays du Sud, alors qu'auparavant cette question restait dans l'ombre.

Inévitablement, l'usage et le rejet de substances chimiques dangereuses a également un impact sur les communautés locales et les travailleurs, exposés quotidiennement à un grand nombre de ces substances dangereuses, dont beaucoup sont connues pour leurs effets néfastes sur la santé ; Il n'est pas rare que des substances utilisées dans la fabrication textile comme des irritants par exemple, à base de résines de formaldéhyde.

Agir pour développer un modèle textile soutenable

La question se pose : existe-t-il une réglementation adéquate permettant d'assurer une information fiable du consommateur et sa protection contre les expositions à des substances connues ou suspectées d'être dangereuses dans les textiles vendus en Europe, qu'ils soient fabriqués dans l'UE ou en dehors ? Le principal défi consiste à l'élaboration d'un cadre législatif adapté et facilement compréhensible pour des produits complexes par nature, tout en assurant un niveau élevé de protection des consommateurs européens. Un récent rapport de l'Agence Suédoise des produits chimiques a examiné le besoin d'adapter la réglementation européenne existante pour assurer une meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement contre les atteintes des substances chimiques dangereuses présentes dans les textiles. Nombre de ses recommandations, en particulier celles concernant la santé des enfants, sont réaffirmées dans le présent document.

Les textiles sont un produit de consommation essentiels, juste après l'alimentaire. Il est donc troublant de constater l'absence d'un règlement ou d'une directive unique qui encadre la présence de substances et mélanges dans les textiles, à l'opposé de ce qui est fait pour

d'autres catégories de produits, comme les jouets.

La réglementation européenne sur les substances chimiques est complexe par nature ; Le grand nombre de substances chimiques utilisées dans les textiles (près de 1900 selon une liste non-exhaustive) et le nombre correspondant de mélanges (près de 15000) rend d'autant plus difficile de se faire une idée claire de la situation. Ajouté au grand nombre d'instruments juridiques qui couvrent directement ou indirectement les produits textiles et la fabrication textile. Les initiatives volontaires des marques en matière de restriction d'usage de substances chimiques dangereuses dans leurs produits sont généralement limitées par un manque de transparence et une absence de validation externe. Mesures réglementaires ou mesures volontaires sont principalement basées sur la notion de "seuil sûr" pour des substances chimiques aux propriétés dangereuses intrinsèques, ainsi l'utilisation de substances dangereuses perdue.

La complexité des différents régimes réglementaires et leur logique et leur raison d'être est parfois bien difficile à cerner, y compris pour les spécialistes. Quant au grand public, c'est une mission qui lui est quasiment impossible. Par exemple :

- L'utilisation de certains phtalates, des plastifiants, est limitée en vertu de la directive Sécurité des jouets, et applicable également à certains textiles « pouvant être mis à la bouche » ; Le document d'interprétation de l'UE sur ce terme explique que « le principal objectif d'un pyjama est d'habiller les enfants pendant le sommeil et non pas de faciliter le sommeil » ; c'est pourquoi les pyjamas ne sont pas couverts par la restriction, contrairement aux sacs de couchage. Doit-on comprendre qu'un sac de couchage doit être plus sûr qu'un pyjama ? Un enfant est-il plus susceptible de mettre à la bouche un sac de couchage plutôt qu'un pyjama ?
- Si on recherche le terme "textiles" dans le chapitre "Restriction" du règlement européen REACH – comme le ferait tout citoyen désireux de s'informer - seules 7 substances/groupes apparaissent, et des substances connues pour leur dangerosité et dont l'usage est limité dans les textiles, comme le PFOS, n'apparaît pas au cours de la recherche.
- Les éthoxylates de nonylphénol (NPE) qui se dégradent dans l'environnement en composés encore plus toxiques, les nonylphénols, sont connus pour être des

perturbateurs endocriniens et leur usage est limité dans les textiles fabriqués en Europe, mais pas dans les textiles importés ; La raison principale à l'origine de la proposition de restriction des NPE dans les textiles, soumise par la Suède, est la contamination des voies d'eau par les NPE lors du lavage. La proposition se base sur des considérations environnementales et non pas de santé humaine puisqu'elle touche seulement les textiles pouvant être lavés dans l'eau. En réalité, techniquement, l'usage de ces substances ne se justifie plus, comme le montre leur abandon pour la fabrication textile en Europe.

Il est impossible d'ignorer la nature globale de l'industrie textile. Il est également hors de doute que la recherche de coûts de production les plus faibles et la stratégie d'évitement de réglementations plus exigeantes en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de protection sociale, telles que celles en vigueur dans les pays occidentaux par exemple, est un moteur qui pousse des entreprises textiles multinationales à localiser une grande partie de leur production dans les pays en développement. L'exemple du Bangladesh est malheureusement un cas d'école en la matière. En avril 2013, l'effondrement du Rana Plaza a causé le décès de 1132 personnes et fait de nombreux blessés. Ce n'était que le dernier d'une longue série d'accidents similaires survenus à moindre échelle. Le secteur du prêt-à-porter au Bangladesh représente 75% des exportations et 10% du PIB, avec à la clé 3 millions d'emploi. Ironiquement, en 2012, le Directeur général de l'OMC de l'époque se félicitait de "la capacité du Bangladesh à traduire les flexibilités de l'OMC pour les nations les plus pauvres en opportunités commerciales et de développement".

Les expositions des travailleurs du textile et des communautés locales victimes des pollutions des activités du secteur, tout comme les expositions des consommateurs en bout de chaîne sont un autre aspect du problème. Il est pourtant possible de produire des textiles issus d'une agriculture biologique ou de fibres à faible impact sur l'environnement, et issues d'un processus de fabrication durable, bénéfique pour les travailleurs sur toute la chaîne, l'environnement et le consommateur final. Les 9 recommandations qui suivent nous paraissent des points essentiels pour le législateur européen pour aboutir à une transformation de l'industrie textile et une meilleure protection de la santé des consommateurs.

9 Recommandations pour changer 9 aspects de la situation des textiles dans l'UE

Point 1:

La réglementation européenne textile actuelle n'est pas suffisamment claire et transparente pour en assurer une bonne compréhension.

Recommandation 1:

Assurer la clarté, la transparence et la compréhension de la réglementation textiles européenne

Les textiles sont une catégorie de produits majeure et un sujet complexe qui requièrent un instrument réglementaire unique englobant à la fois les exigences d'étiquetage et de restriction d'usage de substances chimiques dans les produits. A ce jour, le règlement Textiles n°1007/2001 n'englobe pas les restrictions des substances préoccupantes, qui sont soumises au règlement REACH, contrairement à des réglementations sectorielles comme la directive Sécurité des jouets ou le règlement Cosmétiques, par exemple. WECF recommande l'inclusion dans un document unique de toutes les informations et règles applicables aux restrictions de substances chimiques dangereuses dans les articles textiles, afin d'en assurer la compréhension. L'option A proposée par l'Agence suédoise des produits chimiques dans son rapport de 2013, intitulée "Etendre le règlement sur l'étiquetage de fibres à la restriction des substances chimiques dans les articles" nous paraît souhaitable.

Point 2:

Dans l'UE de manière générale, les textiles pour bébés et enfants sont réglementés de la même manière que ceux destinés aux adultes

Recommandation 2:

Mettre en œuvre des règles spécifiques pour les textiles enfants adaptées à la vulnérabilité des enfants

Les enfants sont plus vulnérables que les enfants aux expositions chimiques, notamment parce que leurs systèmes immunitaire, respiratoire, neurologique ou reproducteurs sont en plein développement et parce qu'ils sont plus susceptibles d'être exposés à des substances toxiques en raison de leur taille, leur comportement, la fragilité de leur peau et leur métabolisme. Il est urgent d'établir une liste de substances chimiques dangereuses à interdire (dans la limite du

seuil de détection le plus bas possible) dans les vêtements pour enfants, en prêtant un intérêt particulier aux substances mentionnées dans ce rapport. Aujourd'hui, en Norvège par exemple, les vêtements portant un écolabel représentent moins de 1% du marché, ce qui est peu et n'assure pas l'accessibilité de produits de meilleure qualité à une partie significative de la population. Le prêt-à-porter enfant est le moteur du secteur textile écolabellisé, ce qui démontre un intérêt réel de la part du consommateur et le besoin d'aller plus loin dans cette direction.

Point 3 :

Le contrôle des produits importés est insuffisant pour assurer une réduction maximale de l'exposition des consommateurs et de l'environnement à des substances chimiques (potentiellement) dangereuses

Recommandation 3 :

Assurer un contrôle adéquat et suffisant des produits importés ou fabriqués dans l'UE

Actuellement, la mise en œuvre des restrictions applicables aux produits importés dans l'UE n'est pas satisfaisante. D'autre part, la majorité des textiles vendus dans l'UE étant importés, il est d'autant plus important de dédier les moyens humains, logistiques et financiers appropriés afin d'assurer le contrôle de ces biens, que chaque citoyen européen consomme à un rythme très rapide. Dans un rapport paru en 2011, l'Institut Finlandais de l'Environnement notait d'ailleurs que "À cause d'un manque de ressources, les laboratoires nationaux des douanes n'ont pas été en capacité d'étendre la surveillance pour couvrir tous les articles et substances chimiques de l'Annexe XVII de REACH, mais seulement ceux déjà couverts par les réglementations précédentes". Ce constat doit devenir de l'histoire ancienne.

Point 4 :

De nombreux produits chimiques potentiellement dangereux utilisés dans les textiles sont absents des réglementations textiles

Recommandation 4 :

Comblent le fossé de connaissances pour assurer la transparence et réglementer toutes les substances connues ou potentiellement dangereuses utilisées dans le secteur textile

À l'heure actuelle, sur une liste non-exhaustive de quelques 1900 substances chimiques

utilisées dans la production textile, seules 165 ont été identifiées comme dangereuses et ont une classification harmonisée au niveau européen. Or, seule l'information et la transparence peuvent conduire aux actions nécessaires. Ainsi, tous les outils devraient être mobilisés pour combler le fossé de connaissances existant :

- L'obligation pour les entreprises de rendre des comptes sur les substances chimiques dont elles limitent l'usage dans leurs produits, et la mise en place de sanctions en cas de non-respect,
- Des listes positives de substances chimiques à utiliser en complément des « Listes de Substances Restreintes » existantes,
- Des inventaires des substances chimiques utilisées sur l'ensemble de la chaîne textile, Et surtout :
- Et surtout: La réduction à la source des risques potentiels pour les travailleurs et les consommateurs par l'abandon des substances dangereuses ou suspectées de l'être, quelle que soit leur classification et sur la base des propriétés de danger qu'ils possèdent (CMR, PBT, vPvB, neurotoxique, immunotoxique, sensibilisant, irritant, perturbateur endocrinien, etc.)

Selon un rapport du PNUME (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) sur les Substances chimiques dans les Produits (CiP) paru en 2011, "Les Ministres de l'Environnement et les agences chargées de la mise en œuvre n'ont eux-mêmes pas accès aux informations CiP", et "Le personnel des gouvernements interviewé n'avait accès ni aux listes négatives de données (des fournisseurs) ni aux données sur les produits chimiques présents dans les produits". Plus récemment, l'Institut Finlandais de l'Environnement notait que "La gestion est souvent conçue et encadrée de manière étroite, par exemple en se focalisant sur les restrictions au lieu des incitations, ou les mesures techniques plutôt qu'institutionnelles" et décelait également "Une conception étroite des risques et un manque de combinaison avec les effets bénéfiques associés (comme la prise en compte des risques de pertes de bénéfices en cas de substitution par des produits ou procédés alternatifs) (souligné par nous)

Point 5 :

L'exposition cutanée est la première voie d'exposition des consommateurs textiles mais les connaissances sur les réactions allergiques/sensibilisantes aux ingrédients textiles restent limitées ; ces dangers sont donc actuellement sous-réglés

Recommandation 5 :

Renforcer les connaissances sur les effets sur la santé des expositions cutanées aux produits chimiques dans les textiles, dont les substances sensibilisantes et irritantes, pour protéger efficacement la santé des consommateurs

Plusieurs rapports soulignent que la voie cutanée est la première voie d'exposition aux substances chimiques dans les textiles. Un rapport de 2006 estime que sur 3000 personnes utilisant un mélange de colorants textiles composés de 8 colorants dispersés, la fréquence de l'allergie par contact est de 1,5%. Au Danemark, près de 20% de la population est allergique aux substances chimiques et sur les dix dernières années, les allergies connues sont en augmentation. Il n'existe pas de données sur les concentrations de substances chimiques sensibilisantes et irritantes utilisées dans les mélanges chimiques et qui peuvent apparaître sous forme résiduelle dans les produits finis. Une étude de 2013 sur les allergies liées aux composés textiles réalisée pour le compte de la DG Entreprise estime que la majorité des limites maximum – les limites maximales de sensibilisants autorisées dans un produit – ne sont pas fixées sur des Évaluations Quantitatives des Risques (QRA), mais sont arbitraires. WECF soutient l'adoption rapide de mesures d'harmonisation des limites actuelles sur la base de QRA, prenant en compte les expositions agrégées, mais recommande également de renforcer les actions pour la mise en œuvre d'une interdiction stricte des substances chimiques sensibilisantes au fort potentiel dans les textiles (dans la limite de détection la plus stricte possible) sur la base de leurs propriétés intrinsèques de danger, en utilisant les technologies les plus à jour (à mettre à jour régulièrement à l'avenir). Cette approche est particulièrement indispensable pour les textiles enfants, afin de réduire le risque potentiel lié aux expositions cumulées.

Point 6 :

Les consommateurs sont perdus dans une jungle de labels textiles et noyés sous des informations peu claires

Recommandation 6 :

Restaurer la confiance des consommateurs et des citoyens par la mise à disposition d'informations claires et compréhensibles sur les textiles

Les consommateurs recherchent des informations sur la présence ou l'absence de

certaines substances chimiques dans les produits, mais ne peuvent pas les trouver ; Près de 70 labels textiles différents existent, qui donc peut s'y retrouver dans cette jungle des labels ? A l'opposé, certaines entreprises ne communiquent pas auprès des consommateurs sur les ingrédients chimiques présents dans les articles, jugeant cela « trop risqué ». Mais n'est-il pas plutôt trop risqué d'être exposé à autant de substances chimiques dans les produits textiles ?

D'après le règlement Textiles n° 1007/2011, les entreprises peuvent indiquer le pays d'origine et donner des informations sur les conditions sociales et environnementales de fabrication sur les étiquettes ou les emballages des produits, pourvu que ces indications n'induisent pas le consommateur en erreur. En fait, il n'existe pas de système d'information fiable permettant au consommateur de disposer d'une information adéquate sur le pays d'origine et d'assurer la traçabilité des produits textiles.

Des règles simples basées sur l'application des dispositions les plus protectrices en matière de santé et d'environnement devraient s'appliquer à tous les produits textiles : ainsi les pyjamas seraient considérés exactement comme des sacs de couchage !

Point 7 :

Des textiles bon marché à quel prix? Les travailleurs du textile sont sacrifiés et subissent les conditions dévastatrices économiques, sociales et environnementales du secteur

Recommandation 7 :

L'UE doit défendre fermement les droits sociaux et environnementaux face aux règles commerciales et la recherche constante d' "optimisation des coûts"

Les textiles bon marché et la situation actuelle sont une conséquence directe de la promotion d'un système par de nombreux acteurs, parmi lesquels l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International (FMI) et un grand nombre d'entreprises multinationales, pour qui les chiffres d'exportation et la réduction des coûts passent avant les facteurs humains, sociaux et environnementaux. WECF presse des institutions comme l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le PNUE et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) d'intervenir pour prévenir les activités d'entreprises transnationales et de leurs sous-traitants qui causent des impacts irréversibles et à long terme sur la santé, l'environnement et les conditions sociales des travailleurs. En 2013, cette situation est inacceptable dans une économie globalisée.

WECF souligne le besoin pour l'UE de s'engager plus avant sur ces questions pour s'assurer que les ressources (humaines et financières) suffisantes sont mobilisées en particulier par les grands acteurs du textile pour mettre en œuvre des actions de suivi, de contrôle et d'amélioration des conditions sur place afin d'assurer que les meilleures normes applicables au sein de l'UE sont également appliquées hors des frontières de l'UE, où la plupart des textiles vendus en Europe sont fabriqués aujourd'hui.

Pour en savoir plus :

- Pétition présentée par le gouvernement de l'Equateur au Conseil des Droits humains des Nations Unies le 13 septembre, qui marque une nette prise de distance avec les mécanismes volontaires qui ont marqué les débats sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE),
- Campagne Stop Corporate Impunity campaign, <http://www.stopcorporateimpunity.org/>
- Proposition française pour renforcer la RSE, <http://www.forumcitoyenpourlarse.org/data/File/mesures-phare-colloque-final.pdf>
- Campagne Clean Clothes, <http://www.cleanclothes.org/resources/publications/Breathless>

Point 8 :

La production textile et le lavage des textiles rejette des contaminants dans l'environnement et augmente la charge environnementale en substances chimiques dangereuses

Recommandation 8 :

réglementer les substances chimiques rejetées dans l'environnement aujourd'hui pour assurer un environnement plus propre demain

Des outils tels que la Directive européenne cadre sur l'eau et les lignes directrices de qualité de l'air ne suivent pas suffisamment les développements et les rejets consécutifs dans l'environnement. On sait qu'un certain nombre de substances chimiques présentes dans les vêtements peuvent être solubles dans l'eau et donc rejetés au cours du lavage : l'exposition directe du consommateur sera limitée, puisque la substance sera lessivée, mais le cycle de l'eau sera contaminé. La contamination de l'air et de l'eau liée aux textiles peut passer inaperçue mais pourtant être bien réelle. En Finlande par exemple, d'après Månsson (2009), les stocks de DEHP, PBDE (un retardateur de flammes bromés) et d'AP/APEO s'accumulent dans la technosphère.

Les émissions futures seront donc plus élevées que les émissions actuelles, même en l'absence de nouvelles contaminations. Dans le cas du DEHP, les usages passés pourraient ainsi contribuer largement aux expositions actuelles.

L'action législative doit appliquer le principe de précaution, et également assurer la mise en œuvre du principe de la responsabilité du producteur, qui place la responsabilité de la prévention des dommages écologiques entre les mains de ceux qui produisent ou mettent les produits sur le marché. WECF recommande d'adapter la législation aux changements rapides tant qu'il est encore temps de limiter la dissémination de certains composés dangereux dans l'eau, l'air et les sols.

Point 9 :

La mondialisation de la production et de la consommation empêche l'émergence d'un modèle textile durable

Recommandation 9 :

La mondialisation de la production et de la consommation empêche l'émergence d'un modèle textile durable

Le modèle textile a besoin d'être remodelé en profondeur pour transformer le système actuel en un modèle soutenable. Par ailleurs, des consommateurs de plus en plus nombreux exigent des produits plus verts et plus propres qui devront finalement être issus d'une chaîne de production textile plus locale. Il est donc primordial de :

- Réduire la distance entre les lieux de fabrication et de vente des textiles pour faciliter la communication entre les intermédiaires et améliorer le flux d'informations sur l'ensemble de la chaîne, en mettant l'accent sur la transparence,
- Promouvoir et soutenir les initiatives d'éco-design des acteurs textiles qui se tournent vers des modèles soutenables de production, de fabrication et de distribution,
- Étendre la labellisation (Oeko-Tex 1000, GOTS, écolabel européen) à un grand nombre de produits aiderait énormément les consommateurs dans leurs choix ; étendre les critères de ces labels de bonnes pratiques à l'ensemble des produits textiles devrait être une priorité pour les textiles destinés aux bébés, nourrissons, enfants et femmes enceintes.

Ces éléments peuvent guider le législateur et les États vers un modèle textile plus cohérent, à un moment où la transition vers un modèle plus durable doit devenir réalité.

Ces recommandations permettront également de restaurer la confiance bien entamée des consommateurs dans les produits textiles, en particulier ceux destinés aux jeunes enfants et aux enfants. Pour WECE, il est évident qu'un modèle textile soutenable peut devenir réalité, étape par étape ; Un modèle qui sera bénéfique en termes d'emplois dans l'UE, qui encouragerait les industries de la confection à baser leur développement sur l'utilisation de matières premières durables, les savoir-faire et les traditions locales. En France, l'exemple de la coopérative Les Ateliers, créée par des anciennes ouvrières de Lejaby et spécialisée dans la confection de lingerie haut-de-gamme est une illustration de ces possibilités à explorer⁹. Une transparence accrue et une traçabilité fiable nous permettront de savoir si les textiles de nos enfants sont plus sûrs. ■

Références

¹ Need for coherent Union legislation on hazardous substances in textiles, Information from the Swedish delegation to the Council of the European Union, October 2012 <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/12/st14/st14905.en12.pdf>

² Hazardous chemicals in textiles – report of a government assignment, Swedish Chemicals Agency, Report No 3/13,

³ Endocrine Society (2013), Scientists Urge UN to Take Action on Chemicals in Consumer Products and Pesticides, 23 April 2013, <http://www.endo-society.org/media/press/2013/Scientists-Urge-UN-to-Take-Action-on-Chemicals-in-Consumer-Products-and-Pesticides.cfm>

⁴ Koch, H.M., Preuss, R. & Angerer, J. (2006) Di(2-ethylhexyl)phthalate (DEHP): human metabolism and internal exposure—an update and latest results. *Int. J. Androl.* 29: 155–165

⁵ Guidancedocumentontheinterpretationoftheconcept“whichcanbeplacedinthemouth”aslaiddowninthetheAnnextothe22ndamendmentofCouncilDirective76/769/EEC,EuropeanCommission,http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/chemicals/files/markrestr/guidance_document_final_en.pdfandonREACHregulation,http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/toys/files/gd008_en.pdf

⁶ RAPEX est le système européen d'échange rapide d'informations sur les produits dangereux autres qu'alimentaires, qui signale en ligne les produits dangereux pour la santé des consommateurs.

⁷ Need for coherent Union legislation on hazardous substances in textiles, Information from the Swedish delegation to the Council of the European Union, October 2012 <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/12/st14/st14905.en12.pdf>

⁸ Discours de Pascal Lamy, Directeur Général de l'OMC, 31 mars 2012, Université de Dhaka, http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl223_f.htm

⁹ Des corsetières à contre-courant des délocalisations, *L'âge de faire*, septembre 2013

Labels textiles

Le pouvoir aux consommateurs pour faire un choix éclairé

Logo	Nom et principales caractéristiques
	<p>Ecolabel européen</p> <p>L'écolabel fleur de l'UE est l'un des plus connus des consommateurs. Il comporte environ 40 critères couvrant le cycle de vie des articles qu'ils soient en fibres naturelles, artificielles ou synthétiques. L'Ecolabel a pour but d'identifier les produits avec un impact environnemental réduit tout au long de leur cycle de vie. Il inclut la restriction ou l'interdiction d'ingrédients tels que les pesticides, l'antimoine, le plomb, le formaldéhyde, des allergènes, etc. Si le coton utilisé est 100% biologique certifié, la mention « coton biologique » peut être apposée à côté de l'écolabel. Les critères économiques et sociaux ne sont pas couverts. www.ecolabel.eu</p>
	<p>Confiance Textile- Oeko-Tex Standard 100</p> <p>Oeko-Tex est l'Association Internationale pour la recherche et le contrôle dans le domaine de l'écologie textile. Le label "Confiance Textile" garantit l'absence de substances chimiques nocives dans les limites indiquées. Les limites ou les interdictions sont fixées pour un grand nombre de composés allant du formaldéhyde, des phénols chlorés, phtalates, organoétains, allergènes, retardateurs de flammes, etc. Oeko-Tex a des catégories de produits séparées pour les articles pour bébés et enfants et les produits en contact direct avec la peau, qui donnent des garanties spécifiques au consommateur. Oeko-Tex s'applique également à des produits comme les matelas, le linge de lit, les articles en cuir, etc. www.oeko-tex.com</p>
	<p>Confiance Textile -Eco-friendly factory/ Oeko-Tex Standard 1000</p> <p>La certification Oeko-Tex standard 1000 est délivrée aux entreprises qui remplissent des critères particuliers et font la preuve de la conformité de leurs produits ; 30% de leur production doit être certifiée Oeko-Tex standard 100. Font partie des critères les aspects principaux des pollutions générées par l'industrie textile, des critères sociaux et des exigences en matière de traitement des eaux usées, l'absence de colorants néfastes pour l'environnement, l'absence de travail des enfants. www.oeko-tex.com</p>
	<p>Confiance Textile – Oeko-Tex Standard 100 Plus</p> <p>Les produits portant le label 100 Plus remplissent à la fois les critères d'Oeko-Tex 100 et Oeko-Tex 1000, comprenant des aspects environnementaux et sociaux. Mais le label ne garantit pas l'absence d'utilisation de nanoparticules et de biocides pour les traitements anti-salissures et anti-mites.</p>
	<p>GOTS- Global Organic Textile Standard – Organic</p> <p>Un produit labellisé GOTS avec l'indication "organic" devra contenir un minimum de 95% de fibres certifiées biologiques. Les critères de GOTS sont très exigeants et comprennent la production des fibres, le procédé, la toxicité humaine et les critères minimaux sociaux. GOTS remplace le label français Ecocert textiles biologiques et écologiques et le label néerlandais EKO, et couvre exclusivement des textiles naturels. www.global-standard.org</p>
	<p>GOTS – Global Organic Textile Standard – Made with Organic</p> <p>Un produit labellisé GOTS et portant la mention "made with organic" doit contenir un minimum de 70% de fibres certifiées biologiques. GOTS remplace le label français Ecocert textiles biologiques et écologiques et le label néerlandais EKO, et couvre exclusivement des textiles naturels. www.global-standard.org</p>

Logo	Nom et principales caractéristiques
	<p>bioRe</p> <p>Le coton bioRe est issu de l'agriculture biologique. BioRe encourage les paysans à diversifier leur production pour sortir de la monoculture. La teinture est assurée sans produits chimiques de synthèse, le blanchiment est effectué sans chlore mais avec de l'oxygène. Le label garantit des conditions de travail décentes pour les travailleurs et la traçabilité de tous les produits par l'usage d'un code qui rend possible le suivi de chaque étape, de la culture du coton à sa transformation finale.</p> <p>www.remei.ch</p>
	<p>Blauer Engel</p> <p>Le label allemand Blauer Angel donne des garanties sur les plans environnemental et sanitaire. L'utilisation de cultures OGM est interdite et toutes les fibres naturelles utilisées doivent être biologiques. Par exemple, la matière première de cellulose doit être issue de forêts gérées durablement. Les retardateurs de flammes sont interdits et les colorants doivent être résistants au lavage, la sueur, la lumière, etc. www.blauer-engel.de</p>
	<p>Naturtextil</p> <p>Ce label est très connu dans les pays germanophones. Un produit Naturtextil Best interdit entre autres l'usage de l'ammoniac, du chlore, des métaux lourds, du formaldéhyde, du nickel et du chrome, et exige le respect des conventions de base de l'OIT. Spécificité, le label exige également que le procédé de transformation fasse appel à des technologies peu polluantes.</p>
	<p>Bra miljöval</p> <p>L'écolabel suédois Bra miljöval (Good Environmental Choice) est géré par la Swedish Society for Nature Conservation (SSNC). Cet écolabel est connu pour être le plus exigeant de tous les labels environnementaux, avec des restrictions applicables à l'ensemble du cycle de vie des produits. "Good Environmental Choice" a pour but la réduction de l'usage de substances dangereuses dans la production textile et cible la toxicité et la persistance des substances utilisées, qui ne doivent pas être dangereuses pour les travailleurs ou les consommateurs utilisant l'article. Il s'applique aux textiles fabriqués à partir de fibres naturelles et à des types de fibres artificielles comme la viscose et les fibres recyclées à partir du polyester et du polyamide. Les produits textiles recyclés peuvent obtenir le label Bra miljöval Second hand or Re-design label, dans une démarche de réduction de l'utilisation de nouvelles ressources et les impacts environnementaux.</p>
	<p>Demeter</p> <p>Le label Demeter indique que les fibres du produit sont issues de fermes certifiées agriculture biodynamique, selon des critères plus exigeants que le label "AB". Les règles applicables au label NaturTextil sont également appliquées au processus de transformation des fibres. http://demeter.net</p>
	<p>Fairtrade/Max Havelaar</p> <p>Ce label garantit que les fibres sont issues du "commerce équitable" qui assure des revenus décentes aux paysans et producteurs, ainsi que des perspectives de développement. Les critères portent essentiellement sur des aspects commerciaux mais l'environnement est également pris en compte, puisque les OGM sont interdits. Seul le coton dit « pluvial » et ne nécessitant pas d'irrigation est autorisé et la culture se fait en polyculture. Les quantités de pesticides utilisées sont deux fois inférieures à celles des cultures conventionnelles, selon l'association.</p>
	<p>Better Cotton Initiative</p> <p>La Better Cotton initiative date de 2005. Il préconise la lutte intégrée et le label exige que des femmes enceintes et des enfants ne manipulent pas de pesticides. Seuls les pesticides ayant obtenu une homologation et étiquetés dans la langue du pays sont autorisés et ceux listés par la Convention de Stockholm sont interdits. Certains pesticides, comme l'endosulfan, listé par les Annexes de la Convention de Rotterdam, ne sont plus utilisés. Les employés et le personnel ont accès à une eau potable et suivent des cours en matière de sécurité et de protection de la santé, adaptés à leurs postes respectifs. Le travail d'enfants de moins de 15 ans est interdit.</p>



WECF | Women in Europe for a Common Future